

LES 50 ANS DU CENTRE ANTIPOISONS: UN APERÇU

HISTORIQUE

Le Centre a parcouru beaucoup de chemin depuis que le Docteur Govaerts a décidé de créer en Belgique un Centre Antipoissons sur le modèle de ceux qu'elle avait vu fonctionner aux Etats-Unis.

Sans subsides de l'Etat au départ, elle obtient le soutien de diverses personnalités du monde scientifique, de la Croix-Rouge, de l'O.N.E., de sociétés privées et l'aventure commence. Elle mobilise une petite équipe de médecins et de pharmaciens et, le 28 septembre 1963, les statuts du « Centre national de prévention et de traitement des intoxications » rapidement dénommé Centre Antipoissons sont déposés au Moniteur.

Le 25 février 1964, le Centre reçoit son premier appel dans un petit appartement de la Chaussée de Vleurgat.

Tout en s'attaquant à la rédaction d'un fichier toxicologique qui comptera trois mille fiches, le docteur Govaerts s'occupe de rassembler les premiers fonds. En 1967 le Centre Antipoissons devient un établissement d'utilité publique, de droit privé, et reçoit ses premiers subsides du Ministère de la Santé.

D'autres Centres Antipoissons se créent en Europe. Le docteur Govaerts sera parmi les membres fondateurs de l'Association Européenne des Centres de lutte contre les poisons, devenue l'European Association of Poison Centres and Clinical Toxicologists.

En 1968, le prince Albert de Belgique inaugure les nouveaux locaux du Centre Antipoissons, au numéro 1 de la rue Joseph Stallaert. En novembre 1996, le Centre déménage vers son emplacement actuel dans des locaux de l'Hôpital Militaire Reine Astrid de Neder-Over-Heembeek.

Le Centre Antipoissons est repris dans la liste des services d'urgence de l'Arrêté royal du 09 octobre 2002 et son numéro d'accès devient un numéro gratuit.

En avril de cette année, le Centre Antipoissons a reçu la visite de la reine Paola et a obtenu le titre de Fondation royale.

MISSIONS

La première mission du Centre a toujours été **d'assurer une permanence téléphonique en cas d'intoxication**. Dès le départ, le Centre a choisi d'accepter les appels provenant aussi bien du public que des professionnels.

Pour chaque appel, un avis est donné sur la gravité potentielle de l'intoxication, les symptômes possibles et les mesures à prendre. Pour les appels du public, les médecins évaluent la nécessité d'une prise en charge médicale, et, en fonction du cas, rassurent l'appelant ou l'orientent vers un médecin généraliste ou vers un service d'urgence : les cas bénins sont ainsi maintenus à domicile et les cas graves sont rapidement adressés à un hôpital. Le Centre Antipoissons contribue ainsi à une meilleure gestion des ressources médicales.

L'activité de réponse aux appels, en plus de son intérêt économique direct pour les dépenses de soins de santé, génère également une série de données :

- Le suivi des cas contribue à une meilleure connaissance de la toxicité des produits pour l'homme et les animaux. Pour de nombreux produits, les connaissances sont extrêmement limitées. C'est souvent au niveau des Centres Antipoisons que sont enregistrés les premiers cas d'intoxication.
- L'enregistrement de certains types d'accident va donner lieu à des actions de toxicovigilance, fonction essentielle d'un centre Antipoisons. Ces actions de toxicovigilance sont de deux types: réagir au cas par cas et lancer une alerte en cas d'identification d'un nouveau risque ou mettre en place un système de surveillance d'un certain type d'accidents.
Un exemple parmi d'autres : en 1982, à l'heure de la récréation des enfants jouent avec de la poudre à éternuer. L'un d'eux fait un malaise et doit être admis aux urgences pour trouble du rythme cardiaque. Le fabricant allemand avait introduit dans sa formule de la poudre de racine de veratrum viride, Nieswurz (racine à éternuer) en allemand. La plante est connue pour sa cardiotoxicité. Suite à l'alerte donnée par le Cap, le produit a été rapidement retiré du marché et l'utilisation de la plante interdite.
Le registre des intoxications au monoxyde de carbone en est un exemple de toxicovigilance par surveillance systématique. Rappelons qu'il s'agit de la première cause de mort toxique accidentelle en Belgique.
- Etre en contact avec le public permet également aux CAP d'être de bons observateurs de la manière dont les utilisateurs s'exposent aux produits, comprennent et respectent les instructions d'emploi. Les données recueillies sont précieuses pour mettre sur pied et évaluer des campagnes de prévention basées sur la réalité du terrain.
- Le Centre Antipoisons joue également depuis longtemps un rôle en pharmacovigilance. Les appels pour effets indésirables des médicaments sont régulièrement transmis à l' AFMPS. Jusqu'à présent, seuls les effets suite à un usage normal étaient pris en compte. Une directive européenne a élargi cette définition d'effet indésirable. Une étude avec l' AFMPS est en cours pour étendre la transmission des données recueillies par le CAP.

Parmi les autres missions du CAP, citons le maintien d'une documentation scientifique pour soutenir le travail de la permanence, la mise à disposition d'antidotes pour les patients hospitalisés et la gestion des données provenant de l'industrie sur la composition des préparations dangereuses, des pesticides et des biocides.

BUDGET

Les autorités nationales et européennes, ainsi que l'industrie, se rendent compte de l'intérêt des données recueillies par le Centre. La demande des statistiques est constamment montante.

Sur le plan des règlements, les Centre Antipoisons font partie d'un groupe de travail européen, chargé de modifier le processus de déclaration des mélanges dangereux aux Centre Antipoisons.

Paradoxalement, sur le plan financier, la situation reste grave. Une solution s'impose à court terme. Les problèmes budgétaires perpétuels demandent beaucoup d'énergie et sont un facteur de ralentissement pour les investissements à moyen terme et le lancement de grands projets.

COMMUNICATION

Le Centre vous présente:

- le nouveau logo



- le nouveau site web



Home Vergiftigingen A-Z Koolstofmonoxide Geneesmiddelen Huishouden Natuur Voeding Andere

BELGISCH ANTIGIFCENTRUM

Bel gratis
070 245 245

Een arts beantwoordt
uw oproep, elke dag,
24 op 24 uur

Welke info vragen we als u belt?

Hou de verpakking van het betrokken product bij de hand.

- Leefijd van het slachtoffer : gaat het om een kind of een volwassene?
- Wat is de naam van het product dat de vergiftiging heeft veroorzaakt (verpakking, bijsluiter,... bij de hand houden)?
- Over welke hoeveelheid van het product gaat het (aantal tabletten, soep- of theelepels,...)?
- Wat is er precies gebeurd (ongeval, zelfmoordpoging,...)?
- Stelt u ziekteverschijnselen vast, zo ja, welke?

Actuele risico's

Bleekwater

Mensen denken de werking van bleekwater en andere producten te kunnen versterken door producten samen te voegen, maar eigenlijk maakt men een gevaarlijke chemische cocktail. Zo werkt het zuur van bijvoorbeeld een ontkalker in op het bleekwater waarbij giftige chloordampen vrijkomen. Het Antigifcentrum krijgt regelmatig oproepen van mensen die ernstige irritatie ondervinden door dampen die vrijkomen nadat men bleekwater en andere producten heeft gemengd.

[Meer weten](#)

CO-vergiftiging

Wist u dat - met uitzondering van elektrische apparaten - alle verwarmingsapparaten CO-gas kunnen verspreiden? Tijdens de herfst en de winter registreert het Antigifcentrum meer oproepen over CO-vergiftigingen. Ondanks

Preventietip in de kijker

Houd bijtende producten ver uit de buurt van kinderen! Voordat u een bijtend product aankoopt, stelt u zich de vraag of u dit product écht nodig hebt. Het is beter om deze producten niet in huis te hebben, vooral als u kleine kinderen hebt. Bijtende producten kunnen ernstige brandwonden veroorzaken als ze in contact komen met de huid of de ogen. De inname van een bijtend product veroorzaakt invendige brandwonden die het leven in gevaar kunnen brengen.

[MEER WETEN >](#)

- **des nouvelles brochures:**

- champignons
- plantes
-
- monoxyde de carbon

